

*La Constitution*

Les gens ne veulent pas voir éclater le Canada. Les Canadiens aiment vraiment leur pays. C'est vrai. Ils ne sont pas très démonstratifs à cet égard, mais si on les pousse un peu, ils montreront à quel point ils tiennent à leur pays.

Mes électeurs ont des choses à dire au sujet de cette crise constitutionnelle—et on peut vraiment parler de crise lorsque l'avenir du pays est menacé. Les électeurs de ma circonscription souhaitent que nous réglions ce problème. Ils veulent qu'on en finisse. Ils veulent qu'on surmonte ce problème, car il affaiblit notre pays et sa population. Ces disputes et discussions incessantes sur la Constitution nuisent à tous les aspects de la vie canadienne. Aussi, voici ce que disent les électeurs: «Réglons la question, réglons-la rapidement et passons à autre chose, l'économie, par exemple.»

Lorsque je vais faire un tour sur l'avenue Portage, une grande artère dans ma circonscription, et que vingt électeurs qui ont des préoccupations politiques à l'esprit m'arrêtent pour me parler, je puis vous assurer que 19 d'entre eux me parlent d'économie. Ils constatent que l'économie se détériore. Ils n'aiment pas l'orientation qu'elle a prise depuis plusieurs années et ils veulent que les politiciens s'emploient sérieusement à résoudre les difficultés économiques de notre pays. Voilà le principal problème.

Mes électeurs savent toutefois que l'on peut faire des merveilles avec l'économie canadienne, mais que ce sera en pure perte si, au bout du compte, nous n'avons plus de pays. Nous aurons alors perdu notre temps.

Il faut régler le problème constitutionnel. Il y a toutefois un malheureux concours de circonstances, c'est-à-dire deux crises, la crise constitutionnelle, d'une part, et la crise économique, d'autre part. Habituellement, un pays a assez d'une crise à surmonter. Le Canada est dans la terrible situation où il doit en surmonter deux en même temps. C'est un fardeau très lourd à porter.

J'ai confiance en ce pays. J'ai confiance en sa population et je sais que nous nous en sortirons. Nous l'aurons échappé belle. Voilà ce que me disent mes électeurs.

Ils me disent aussi que la crise au Canada a été imposée à la masse par l'élite. Cette crise n'est pas issue de la masse, des travailleurs. Elle a été créée, dans une large

mesure, par une certaine élite canadienne, par des universitaires, des politiciens et des gens des médias qui ont fait de la Constitution une industrie. Je me demande parfois si nous arriverons jamais à satisfaire ces gens en modifiant la Constitution.

Bien des Canadiens, notamment dans ma circonscription, sont très irrités par ces gens qui, sans arrêt, nous rebattent les oreilles avec des problèmes de Constitution. Cela ne nous fait pas oublier certains des problèmes très réels qui se posent. Je ne préconise pas le statu quo constitutionnel. Il y a des limites à ce qu'on peut faire au moyen de la Constitution.

• (1910)

Je crois aussi que les électeurs de Winnipeg St. James ne s'attendent pas que les 28 propositions actuelles survivront aux négociations et débats en cours. Ils prévoient un nombre beaucoup plus modeste de propositions, quatre ou cinq probablement.

Permettez-moi de dire un mot de ces propositions. Il est certain que, dans mon coin de pays, on souhaite la réforme du Sénat. Cela est indispensable. Il faut que la réforme du Sénat donne une voix plus forte à l'Ouest au sein des institutions centrales. Je ne pense pas que nos gens veuillent donner plus de pouvoirs à leurs capitales provinciales. Ils veulent un gouvernement central fort, mais ils veulent être un protagoniste important dans ce gouvernement central, dans ce Parlement réformé. C'est pourquoi ils veulent un Sénat élu, efficace et équitable. Sans réforme du Sénat, aucun accord n'est possible, selon moi.

La notion de société distincte est très importante pour nos amis du Québec. Il est certain que, il y a un certain temps, lorsque l'expression société distincte est apparue, des Canadiens de l'Ouest et des électeurs de ma circonscription se sont sentis mal à l'aise parce qu'ils y voyaient l'affirmation que le Québec était spécial. Cette fois-ci, je crois qu'on prend conscience que cette notion est surtout une manière de reconnaître le caractère différent du Québec.

Le Québec est différent. Il a son code civil, il a sa culture propre, sa langue. Il y a une différence. C'est plus ou moins à cela qu'a trait la notion de société distincte, qui consiste à reconnaître cette différence et à aider le Québec à préserver ce caractère distinct.